

## PROTOCOLE D'ACCORD

**ENTRE :**

**La Communauté d'Agglomération Saumur VAL DE LOIRE (CASVDL)** représentée par son Président, Monsieur Jean Michel Marchand, demeurant 11 rue du Maréchal Leclerc – CS 54030, 49408 SAUMUR cedex, dûment habilité par décision du Bureau en date du \_\_\_\_\_

**D'une part,**

**ET :**

**La société AXIMA CONCEPT**, SA immatriculée au RCS de Nanterre sous le n° 854 800 745 et dont le siège social est Tours Voltaire, 1 place des degrés 92059 PARIS LA DEFENSE CEDEX

**D'autre part,**

---

Paraphes

CASLD

AXIMA

## **IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIV**

---

**1.** Par acte d'engagement notifié le 12 janvier 2012, la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE (CASVDL) a attribué à la société AXIMA SEITHA le lot n° 16 (chauffage ventilation climatisation) dans le cadre de l'opération de rénovation et de restructuration du Pôle culturel du Saumurois.

Selon ordre de service n° 1, les travaux ont débuté le 24 janvier 2012, pour un délai global d'exécution prévu de 24 mois, soit un achèvement des travaux prévu le 24 janvier 2014.

Le chantier a cependant accusé un retard qui est, à ce jour, estimé à 11 mois par la société AXIMA, soit un achèvement des travaux prévu en décembre 2014.

Par courrier en date du 21 octobre 2014, la société AXIMA a saisi le maître d'œuvre d'une réclamation afin qu'il soit tenu compte des frais supplémentaires qu'elle a été contrainte d'exposer du fait du retard subi par le chantier, lesquels s'élevaient, à cette date, à 58.966,55 euros HT sur la période comprise entre le 24 janvier 2014 et le 24 décembre 2014.

La réception avec réserves est prononcée avec effet au 3 novembre 2014.

**2.** Le 30 janvier 2015, la société AXIMA a notifié son projet de décompte final et porté le montant de sa réclamation à 111.104,16 euros HT.

Ce préjudice serait lié à :

- Des défauts d'encadrement du chantier ;
- La désorganisation en phase contractuelle ;
- La conservation des installations de chantier ;
- Au coût du remplacement du chef de chantier ;
- A la prolongation de la date de garantie du matériel ;
- A la prolongation des garanties bancaires ;
- Au coût des interventions ponctuelles ;
- Aux retards de paiement des situations de travaux.

La Communauté d'agglomération a cependant considéré que la majorité de ces chefs de préjudice ne lui était pas imputable et qu'il convenait donc de ne pas donner suite à ladite réclamation.

Par courrier en date du 5 février 2016, la société AXIMA a mis en demeure la CASVDL d'avoir à notifier le décompte général et définitif de son lot.

En date du 3 octobre 2016, le Décompte Général a finalement été notifié. Cependant ce dernier ne reprenant pas l'intégralité des demandes formulées par la société AXIMA, il a fait l'objet d'un courrier en contestation partielle accompagné d'un Mémoire en réclamation.

Dans ces conditions les parties ont entamé une négociation afin de s'éviter un contentieux long et aléatoire devant les Juridictions Administratives.

Le maître d'ouvrage et l'entreprise ont donc convenu de faire des concessions réciproques pour aboutir à la présente transaction, et pour mettre fin à leurs litiges passés, présents et à venir, concernant le règlement financier du marché, afin de le solder de manière définitive, intangible et irrévocable.

C'est en état que les parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : ENGAGEMENTS DE LA CASLD**

Outre le solde de son marché s'élevant à **19.500,34 euros TTC**, la CASVDL s'engage à régler à la société AXIMA la somme de **19.518,38 € euros nets de TVA** à titre d'indemnisation forfaitaire du préjudice subi du fait du retard accusé par le chantier de rénovation et de restructuration du Pôle culturel du Saumurois ainsi que la somme de **7.356,90 euros** au titre des intérêts moratoires.

#### **ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE AXIMA**

La société AXIMA a levé l'intégralité des réserves figurant sur le procès-verbal de réception. Un procès-verbal verbal de levée des réserves sera signé par les deux parties.

#### **ARTICLE 3 : REGLEMENT**

L'ensemble des sommes prévues par l'article 1<sup>er</sup> du présent protocole sera versé dans le cadre du règlement des comptes des marchés.

Ainsi, après notification du procès-verbal de levée des réserves et signature et paraphe du présent protocole par la société AXIMA, le maître d'ouvrage lui notifiera le décompte général et définitif rectificatif de son marché (tenant compte des sommes prévues à l'article 1<sup>er</sup> du présent protocole), dans un délai de 30 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La société AXIMA signera sans réserve le décompte général et définitif et le retournera au maître d'ouvrage, dans un délai de 15 jours à compter de sa réception, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le maître d'ouvrage versera le solde prévu par le décompte général et définitif dans un délai de 30 jours à compter de sa réception.

A défaut de respect des délais visés au présent article par l'une ou l'autre partie, le présent protocole sera considéré comme caduc.

En ce cas, la procédure de règlement des comptes reprendra au stade auquel elle s'est arrêtée, et se poursuivra en application de l'article 13 du cahier des clauses administratives générales applicable au marché, étant rappelé que la société AXIMA a adressé au maître d'œuvre son projet de décompte final le 30 janvier 2015.

#### **ARTICLE 4 : RENONCIATION A RECOURS**

En contrepartie de l'exécution du présent protocole et du règlement du solde fixé par le décompte général et définitif, la CASLD et la société AXIMA se déclarent pleinement remplis de tous leurs droits et s'engagent à renoncer à toute instance et action en réparation de tous préjudices, matériels et/ou immatériels directs, ou indirects, nés par suite du différend les opposant relativement aux retards accusés par l'opération de rénovation et de restructuration du théâtre de Saumur.

Cette renonciation ne vise ni les désordres thermiques affectant le théâtre et l'abaissement critique du niveau de la température à l'intérieur des locaux, ni les désordres acoustiques constatés dans les locaux de l'école de musique.

---

Paraphes

3

CASLD

AXIMA

Les garanties de droit applicables en pareille matière, et notamment la garantie décennale issue des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil, sont expressément maintenus au profit de la CASVDL.

#### **ARTICLE 5 : FRAIS ET HONORAIRES**

Chacune des parties signataires au présent protocole conservera les honoraires et frais des conseils, avocats, huissiers et techniciens auxquels elle a fait appel ou dont elle a fait l'avance.

#### **ARTICLE 6 : RAPPEL DES DISPOSITIONS DU CODE CIVIL**

Le présent protocole vaut transaction au sens de l'article 2044 du Code civil et est revêtu de l'autorité de la chose jugée au sens de l'article 2052 du Code civil.

*Article 2044 du code civil : « La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître. Ce contrat doit être rédigé par écrit. »*

---

*Article 2052 du code civil : « Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit ni pour cause de lésion. »*

---

#### **ARTICLE 7 : FORMALISME**

Le présent protocole est établi en quatre exemplaires originaux (dont trois revenant à la CASLD), de quatre pages chacun et accompagné d'une annexe.

Toute rature, rajout ou suppression des présentes doit porter en marge le paraphe de chaque signataire. A défaut il est réputé non écrit et inopposable à chacune des Parties.

Le présent protocole entrera en vigueur à compter de sa signature par le représentant légal de la société AXIMA et par la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE, représentée par son Président dûment habilité à signer la présente convention par décision n° \_\_\_\_\_ du Bureau en date du 01 JUIN 2017 ;

Fait à \_\_\_\_\_,  
le

Pour la société AXIMA,

Fait à SAUMUR,  
le

Pour la CASLD,  
son Président,

#### **Annexe :**

---

	Paraphes	4
CASLD		AXIMA